

Unité départementale de la Moselle  
4 rue François de Guise – CS 50551  
57009 Metz Cedex 01  
Tél : 03 54 44 02 80  
[ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr)

Metz, le 9 mars 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 6 janvier 2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **Euro Dieuze Industrie**

Parc d'activités  
57260 Dieuze

Références : DIEUZE\_EDI\_2023-01-18\_RAPVI\_PPC\_LVB\_24412  
Code AIOT : 0006201126

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 6 janvier 2023 dans l'établissement Euro Dieuze Industrie implanté Parc d'activités 57260 Dieuze. L'inspection a été annoncée le 23 novembre 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Euro Dieuze Industrie
- Parc d'activités 57260 Dieuze
- Code AIOT : 0006201126
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société Euro Dieuze Industrie est autorisée, par arrêté préfectoral n° 2008-DEDD/IC-68 du 17 mars 2008 modifié, à exploiter un centre de traitement de piles alcalines et salines, de batteries de véhicules automobiles électriques et un centre de transit de déchets. La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection pour l'année 2022.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Risques accidentels ;
- Situation administrative ;
- Suites de la visite du 20 octobre 2021.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Utilisation des piles Lithium minéral	Arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 7 septembre 2010, article 3	/	Sans objet
2	Etude de dangers	Code de l'environnement du 27 septembre 2020, article R. 512-98-II	/	Sans objet
3	Réseau eaux sanitaires	Arrêté préfectoral du 17 mars 2008, article 3.3.5	Inspection du 14 octobre 2020, Susceptible de suites	Sans objet
4	Porter à connaissance	Arrêté préfectoral du 17 mars 2008, article I.1	/	Sans objet
5	Recensement du personnel - POI	Code de l'environnement du 27 septembre 2020, article R. 181-54	Inspection du 20 octobre 2021, Susceptible de suites	Sans objet
6	Consignes de sécurité	Arrêté préfectoral du 17 mars 2008, article 6.7.5	Inspection du 20 octobre 2021, Susceptible de suites	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a porté sur les capacités de traitement des piles de Chlorure de Thyonile – LiSOCL<sub>2</sub>, la réévaluation de l'étude de dangers, l'actualisation de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 mars 2008 modifié et les suites de la visite d'inspection du 20 octobre 2021 (POI hors heures ouvrées). L'inspection ne relève pas d'écart aux prescriptions contrôlées nécessitant une action corrective de la part de l'exploitant.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Utilisation des piles Lithium minéral**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 7 septembre 2010, article 3
<b>Thème(s) :</b> Autre - Typologie déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'approvisionnement du site en piles lithium minéral est suspendu à l'exception des conteneurs contenant des mélanges de piles qui sont mis à la disposition du public ou des industriels. Dans ce cas, les piles au lithium minéral issues du tri seront stockées dans des conteneurs résistant à la pression et aux effets missiles du type ADR utilisé dans les pays de la CEE ; [...] Le stockage temporaire avant traitement sera limité à deux tonnes. En application de l'article R. 512-70 du code de l'environnement, la remise en service de l'approvisionnement du site en piles lithium minéral pourra être subordonnée à une nouvelle autorisation [...].
<b>Constats :</b> Les éléments de ce constat sont susceptibles de comporter des informations confidentielles qui ne sont pas présentes dans le rapport public.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Étude de dangers

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27 septembre 2020, article R. 515-98-II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Reexamen
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> II.-L'étude de dangers fait l'objet d'un réexamen sous la forme d'une notice au moins tous les cinq ans et d'une révision, si nécessaire.  Lors du réexamen, l'exploitant recense également les technologies éprouvées et adaptées qui, à coût économiquement acceptable, pourraient permettre une amélioration significative de la maîtrise des risques, compte tenu de l'environnement du site. Il les hiérarchise en fonction, notamment, de la probabilité, de la gravité et de la cinétique des accidents potentiels qu'elles contribueraient à éviter et de leur coût rapporté au gain en sécurité attendu. Il se prononce sur les technologies qu'il retient et précise le délai dans lequel il les met en œuvre.  L'étude de dangers est, par ailleurs, réalisée ou réexaminée et, le cas échéant, révisée : 1° Dans un délai raisonnable : a) Avant la mise en service d'un nouvel établissement relevant du régime défini à la présente sous section ; b) Avant la mise en œuvre de modifications d'installations ou d'activités entraînant un changement de l'inventaire des substances dangereuses d'un établissement ayant pour conséquence de le faire entrer dans le régime défini à la présente sous-section ; c) Avant la réalisation de modifications pouvant avoir des conséquences importantes sur le plan des dangers liés aux accidents majeurs ; 2° Dans le délai de deux ans à compter du jour où l'établissement entre dans le régime défini à la présente sous-section, pour d'autres raisons que celles mentionnées au 1° ; 3° Dans les meilleurs délais possibles, à la suite d'un accident majeur dans l'établissement ; 4° A tout moment, à l'initiative de l'exploitant, lorsque des faits nouveaux le justifient ou pour tenir compte de nouvelles connaissances techniques relatives à la sécurité, découlant, notamment, de l'analyse des accidents ou, autant que possible, des " quasi-accidents ", ainsi que de l'évolution des connaissances en matière d'évaluation des dangers.  En outre, le préfet peut prescrire un réexamen, par arrêté motivé, après que l'exploitant a été mis à même de présenter ses observations sur le projet d'arrêté.  La notice de réexamen de l'étude de dangers, la synthèse du recensement des technologies et, le cas échéant, l'étude de dangers révisée sont transmis, sans délai, au préfet.  Si l'instruction de l'étude de dangers révisée conclut à l'absence de nécessité d'actualiser les prescriptions, le préfet le notifie, dans un délai raisonnable, à l'exploitant.  Si l'instruction de l'étude de dangers conclut à la persistance de dangers inacceptables pour les intérêts protégés en vertu de l'article L. 511-1, le préfet prend un arrêté complémentaire en application de l'article L. 181-14 ou, s'il estime qu'aucune mesure complémentaire n'est de nature à faire disparaître ces dangers, transmet au ministre chargé des installations classées un rapport en vue de la mise en œuvre par ce dernier de la procédure prévue à l'article L. 514-7.
<b>Constats :</b> Les éléments de ce constat sont susceptibles de comporter des informations confidentielles qui ne sont pas présentes dans le rapport public.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Réseau eaux sanitaires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 17 mars 2008, article 3.3.5
<b>Thème(s) :</b> Autre - Rejet
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> visite d'inspection du 14 octobre 2020
<b>Prescription contrôlée :</b> Le site dispose de cinq points de rejet d'effluents aqueux définis ci-après. [...] Le rejet n°5 rejoint le SPIN et comporte les eaux usées sanitaires. [...]
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection du 14 octobre 2020, l'inspection a constaté que les eaux sanitaires ne sont pas rejetées au milieu naturel.  Lors de la visite d'inspection du 6 janvier 2023, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que les eaux sanitaires sont raccordées au réseau collectif depuis 2008. L'exploitant a indiqué vouloir demander la modification de la prescription 3.3.5 de l'arrêté préfectoral n° 2008-DEDD/IC-68 du 17 mars 2008 ainsi que l'article 3.3.10 du même arrêté relatif au mode de gestion des eaux sanitaires. Un porter à connaissance sera déposé fin février 2023 par l'exploitant afin d'actualiser toutes les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 mars 2008 modifié qui ne sont plus à jour (cf constat 4).
<b>Type de suites proposées :</b> Prescription inadaptée – Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Porter à connaissance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 17 mars 2008, article I.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative - Modification conditions exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode de fonctionnement ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b> Depuis le mois de mars 2022, l'exploitant réfléchit à un plan cible pour les orientations du site pour 2025. Ce projet consiste notamment en la réorganisation des stocks pour éviter une co-activité entre les piétons, chariots élévateurs du site et poids lourds. L'exploitant a indiqué à l'inspection vouloir déposer fin janvier 2023 un dossier de porter à connaissance à la préfecture de la Moselle pour ce projet.  Parallèlement à ce projet, de nombreuses modifications et porter à connaissance non instruits ont eu lieu sur le site depuis 2008. Certains ne sont plus d'actualité. Le dossier de porter à connaissance dont le rendu est prévu fin janvier 2023 reprendra tous les porter à connaissance à instruire et indiquera ceux qui peuvent être supprimés. L'exploitant a également prévu d'intégrer une actualisation des conditions d'exploitation du site, réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2008-DEDD/IC-68 du 17 mars 2008 modifié, dont le classement ICPE ainsi que les prescriptions à modifier ou à supprimer au vu de l'évolution de la réglementation ou des modifications apportées au site (moyens de défense incendie, lieux de stockages, points de rejet des eaux sanitaires, ...).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Recensement du personnel - POI

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27 septembre 2020, article R. 181-54
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - POI
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> visite d'inspection du 20 octobre 2021
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Le plan d'opération interne définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires que l'exploitant doit mettre en œuvre pour protéger le personnel, les populations et l'environnement. [...]</p>
<p><b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection du 20 octobre 2021 portant sur l'évaluation de la réponse organisationnelle de l'exploitant en cas d'incident ou d'accident dans son établissement en période de faible activité, l'inspection avait constaté que le recensement du personnel s'effectue à l'aide d'une pointeuse située à l'entrée de l'exploitation.</p> <p>En cas d'incident nécessitant l'évacuation du personnel, un bouton rouge à enclencher permettait l'envoi automatique d'un courriel indiquant l'ensemble du personnel présent sur le site à l'ensemble des responsables du site.</p> <p>Ce bouton était situé à l'intérieur du bâtiment administratif, fermé à clé en période de faible affluence.</p> <p>Par courriel du 25 avril 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un bon de commande signé pour la réalisation de travaux permettant de supprimer ce bouton rouge et de centraliser l'ensemble de la détection incendie du site avec l'envoi automatique du courriel recensant le personnel présent sur le site.</p> <p>Ce système est effectif depuis le mois de décembre 2022. En pratique, des caméras thermiques régulièrement réparties sur le site permettent de déclencher automatiquement l'alarme incendie en cas de départ de flamme. Les accès au site sont automatiquement déverrouillés. En cas de faux déclenchement, les accès au site sont à nouveau verrouillés au bout d'une heure.</p> <p>Lors de la visite du 6 janvier 2023, l'exploitant a présenté à l'inspection les courriels automatiques envoyés aux responsables du site ainsi qu'aux référents équipes depuis la mise en place du système.</p> <p>3 détections ont eu lieu : les 15, 20 et 24 décembre 2022 ne nécessitant pas l'intervention des secours extérieurs sur les lieux. Les déclenchements des 15 et 20 décembre 2022 sont de faux départ de feux, les caméras thermiques étant situées dans le champ de l'atelier "découpe de modules de véhicules électriques". L'exploitant a déplacé le champ de vision des caméras pour calibrer son système de détection.</p> <p>Le 24 décembre 2022, un départ de flamme immédiatement maîtrisé a eu lieu, ne nécessitant pas l'intervention des pompiers.</p> <p>L'inspection constate que le système d'alarme automatique en cas d'incendie déclenchant l'envoi d'un courriel automatique recensant le personnel présent sur le site est opérationnel.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Consignes de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 17 mars 2008, article 6.7.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Lisibilité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> visite d'inspection du 20 octobre 2021
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et / ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : [...] - La procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. [...]
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection du 20 octobre 2021 portant sur l'évaluation de la réponse organisationnelle de l'exploitant en cas d'incident ou d'accident en période de faible activité, l'inspection avait constaté que les consignes de sécurité, dont la procédure d'alerte ainsi que la procédure de lutte contre un incendie étaient tenues à jour, affichées dans les lieux fréquentés par le personnel, mais peu lisibles en raison des émanations générées par les activités du site.  Lors de la visite d'inspection du 6 janvier 2023, l'inspection a constaté que les affiches ont été nettoyées et sont désormais lisibles.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet